



N° 2

Novembre 2020

ACCENTS.

Bulletin d'information du Parti Evangélique



Image: mäd

Combien de rivières doit-on détruire pour faire des profits en Suisse ?

Le 29 novembre nous voterons sur l'initiative « Entreprises responsables – pour protéger l'être humain et l'environnement ». Une large coalition d'organisations, d'églises, de sociétés civiles et de politiciens s'engagent en faveur de cette initiative.

PP
3001 Berne
Post CH AG

Les immenses mines d'une entreprise sise en Suisse polluent l'air et l'eau à Cerro de Pasco au Pérou avec des métaux lourds. Des pesticides suisses, interdits depuis longtemps chez nous, tuent des agriculteurs dans l'état indien de Maharastra. Les raffineries d'or suisses s'approvisionnent en or pur dans des mines exploitant des enfants. L'initiative veut mettre un terme à cela. Elle demande que les entreprises sises en Suisse et leurs filiales respectent à l'étranger les droits de l'homme ainsi que les normes environnementales internationales. Si elles ne le font pas, elles doivent à l'avenir pouvoir être tenues responsables des dommages causés. Pour la grande majorité des entreprises, cela est aujourd'hui déjà une évidence. Pour les quelques moutons noirs qui ne s'y conforment pas volontairement, il est nécessaire d'établir des règles concrètes ainsi que d'instaurer des conséquences.

Dans d'autres pays, comme le Canada, la Grande-Bretagne, la France ou encore les Pays-Bas, des lois similaires sont déjà établies.

Une large coalition sans précédente s'engage en faveur de cette initiative. Plus de 120 organisations de défense des droits de l'homme, de défense de l'environnement et de consommateurs, un comité économique de 190 entrepreneurs, un comité bourgeois de plus de 350 politiciennes et politiciens du PBD, PDC, PEV, PLR, Verts libéraux et PS, la Conférence des évêques suisses, l'Eglise Evangélique Réformée de Suisse, le Réseau évangélique suisse, l'association des églises libres ainsi que 400 comités locaux composés de plus de 20'000 bénévoles déclarent que quiconque cause des dommages aux êtres humains ou à l'environnement doit en assumer la responsabilité. Le contre-projet qui entrerait en vigueur en cas de

refus de l'initiative ne prévoit qu'une obligation de présenter des rapports. Les entreprises ne pourraient être tenues responsables d'avoir méprisé les droits de l'homme ou d'avoir détruit des zones entières. La délégation du PEV au sein du Conseil national s'est engagée jusqu'au dernier souffle en faveur d'une alternative percutante incluant une responsabilité ainsi qu'en faveur de l'initiative. En août dernier, le comité de parti du PEV Suisse s'est prononcé à l'unanimité en faveur de l'initiative.

En fin de compte, la question centrale, comme l'a posée un commentateur, est de savoir « combien d'enfants peuvent être réduits à l'esclavage, empoisonnés ou maltraités, combien de rivières peuvent être détruites, combien de forêts décimées afin de permettre aux entrepreneurs, ici en Suisse, de faire des profits ».



Res-pon-sa-bi-li-té

L'irruption de COVID-19 a brutalement mis en évidence notre responsabilité pour la santé de notre prochain. L'effort étatique pour décider d'une stratégie, financer des tests et le traçage et atténuer la pression sur nos emplois est énorme. Mais chacun de nous fait face, en même temps, à ses responsabilités de parent, de proche, de patron, d'employé. Tout cela donne un décor inédit pour quelques questions qui dérangent dans ce numéro d'accents :

Voulons-nous hausser les épaules face aux multinationales établies en Suisse qui se déresponsabilisent des conditions de travail de leurs sociétés-sœurs à l'étranger ? Sommes-nous co-responsables pour les dégâts causés par les armes vendues à des pays en guerre ? Est-il responsable d'alléger les impôts et contributions aux assurances sociales des personnes qui amassent des gains en capitaux en Suisse ? La pandémie se combat par des gestes-barrière concrets, tous les jours. Notre engagement est un moyen d'assumer la responsabilité politique pour l'équité, la dignité humaine et la durabilité de nos choix sociétaux. Restons en bonne santé, passionnés et engagés pour nos prochains !

FRANÇOIS BACHMANN

Penthalaz (VD)

francois.bachmann@pev-vd.ch

INITIATIVE 99% : DU POUR ET DU CONTRE

Le Coq impertinent se pose des questions au sujet de l'initiative « Alléger les impôts sur les salaires, imposer équitablement le capital », entre l'allègement des charges des plus faibles et la modération de la fiscalité des plus gros contributeurs.



Un pourcent de riches pour soulager 99% de plus faibles : juste ou pas ?

De quoi s'agit-il ? L'initiative 99%, lancée par le Parti Socialiste, exige que les revenus du capital (intérêts des comptes bancaires, plus-values des immobiliers, dividendes, etc.) soient imposés 1,5 fois plus que ceux du travail, à partir d'un certain seuil (par exemple CHF

mesure car seul 1 contribuable sur 100 gagne plus de CHF 100'000 grâce à ses capitaux. Les autres 99% profiteraient donc de cet impôt. Grâce à cette initiative, entre 5 et 10 milliards de francs pourront être redistribués à la population active chaque année.

« Oui » disent les opposants.

que les inégalités de revenu sont socialement néfastes, un tel impôt sur les capitaux permet une redistribution qui réduit l'écart de ressources dans la population. Ce serait donc fondamentalement plus juste, argumentent les initiateurs.

« Nous voulons sortir du nucléaire, réduire les énergies fossiles, afin de baisser notre bilan carbone. Mais les mesures prises par l'Etat sont insuffisantes. A quand un véritable encouragement des particuliers et une juste rétribution de leurs investissements ? »

Silvio Mittempergher, Châtillon, PEV-JU

100'000). Les recettes fiscales supplémentaires seraient utilisées pour réduire l'imposition des faibles et moyens revenus ou pour financer des prestations sociales telles que des subsides à l'assurance-maladie ou à la formation.

Encore plus d'impôts ?

« Non » disent les initiateurs.

Il n'y a qu'une toute petite partie de la population qui sera affectée négativement par cette

Déjà aujourd'hui, les personnes plus aisées financent une grande partie de notre service public à cause de la progressivité de l'impôt. Ce serait donc injuste de les faire payer encore plus d'impôts.

Le Coq impertinent, pour qui la justice est une valeur fondamentale dans l'action politique, se demande donc :

Est-ce que ce nouvel impôt serait juste ?

Pour les personnes qui estiment

Les opposants pensent, au contraire, que l'initiative serait profondément injuste. Aujourd'hui, environ 50 % de la population ne paie pas d'impôt fédéral direct et 1 % de cette population paie plus de 40 % de l'impôt fédéral direct. Si le Coq appartenait à ce 1% qui doit payer plus de 40%, trouverait-il cela juste ? Difficile de trancher se dit le Coq.



ALLÉGER LES IMPÔTS SUR LES SALAIRES, IMPOSER ÉQUITABLEMENT LE CAPITAL

99%
INITIATIVE

De beaux arguments mais qu'en est-il vraiment ?

Quid de l'impôt sur les successions ?

« L'initiative pénalise les retraités et les petits épargnants » disent les opposants. Le Coq se souvient de cet argument. Il y a cinq ans, les citoyens suisses ont voté sur une réforme de la fiscalité successorale. Seulement 29% y étaient favorables. Car justement, beaucoup avaient peur pour leur petite épargne.



du travail est un bon revenu tandis que le revenu du capital épargné est un mauvais revenu. Les initiants, eux, disent que l'évolution de ces dernières années montre que le fossé est déjà là. Et sans la redistribution qu'ils proposent, les inégalités deviendront de plus en plus conséquentes.

Quelles conséquences pour nous simples poules et coqs ? Le ministre des finances nous dit clairement : « Vous tous, dans cet hémicycle, bénéficiez de ces dividendes. Ce n'est que

voir profiter du capital investi, se dit le Coq.

Et que dit le Parlement ?

Au Conseil national, en septembre 2020, les positions étaient divisées de manière classique : les rouges et les verts contre tous les autres... ou tout le monde contre les rouge-verts. 123 voix ont rejeté l'initiative, 62 l'ont acceptée. L'élaboration d'un contre-projet a, elle aussi, été rejetée.

Le Coq résume la discussion ainsi : les uns s'échauffent, parce qu'une initiative dans

« Le home office est-il vraiment nouveau ? Non, rappelons-nous qu'au siècle passé de nombreuses personnes pouvaient travailler à la maison ou à proximité immédiate de leur domicile, pour le bonheur de tous et toutes ! »

Valérie Oppliger, Tramelan, PEV-JB

Mais est-ce qu'une personne qui atteint plus de 100'000 francs de revenu du capital est un petit épargnant ? C'est à débattre, se dit le Coq ! L'initiative creuse-t-elle un fossé entre les riches et les moins riches ?

« Oui » disent les opposants. Car pour eux, les initiants partent du principe que le revenu

grâce à des dividendes élevés et à des revenus d'investissements importants que nos systèmes de sécurité sociale sont encore tout juste à l'équilibre ». C'est vrai, nos systèmes de retraite, tant le deuxième pilier que l'AVS, profitent de ces capitaux. Le jour où le coq et la poule prendront leur retraite, ils seront bien contents de pou-

ce genre met en péril la Suisse, la charge fiscale étant déjà tellement lourde ; les autres s'échauffent car la Suisse et les Cantons réduisent depuis des années la charge fiscale pour les plus riches et ce sont les



« La peur regarde à ce que nous pourrions perdre avec l'initiative pour des multinationales responsables. Mais nos valeurs regardent plutôt à tout ce que nous allons gagner en dignité, cohérence, qualité et image. »

Steve Tanner, Essert-Pittet, PEV-VD

CONTACT

Bienne

www.pev-bienne.ch
info@pev-bienne.ch
Silas Liechti
079 511 83 69

Fribourg romand

www.evppev-fr.ch/fr/actuel/
romandie@evppev.ch
Philippe Siraut
079 435 80 82

Genève

www.pev-ge.ch
info@pev-ge.ch
Margarita Meier
076 273 10 79

Jura

www.pev-ju.ch
info@pev-ju.ch
Philippe Siraut
079 435 80 82

Jura bernois

www.pevjb.ch
info@pevjb.ch
Valérie Oppliger
079 334 15 02

Neuchâtel

www.pev-ne.ch
romandie@evppev.ch
Philippe Siraut
079 435 80 82

Valais

www.pev-vs.ch
romandie@evppev.ch
Philippe Siraut
079 435 80 82

Vaud

www.pev-vd.ch
info@pev-vd.ch
François Bachmann
079 668 69 46

petits et moyens revenus qui doivent en supporter les conséquences.

Le Coq continuera pendant cet hiver à cogiter sur le système fiscal le plus juste pour les poules et les coqs de Suisse. Il devrait être prêt pour la votation en 2021 !

Le Coq/uin im/pertinent
romandie@evppev.ch

Pour un retour au vrai sens du Jeûne fédéral

Une partie de la Suisse vient de fêter il y a quelques semaines le « Jeûne fédéral ». Toutefois la manière dont nous vivons cette journée est bien loin de ce qui avait été prévu il y a bientôt deux siècles. C'est pourquoi un groupe de chrétiens de diverses dénominations appelle le peuple suisse à restaurer cette fête dans sa signification originelle. Norbert Valley, qui fait partie de ce groupe, nous en parle.



Norbert Valley, 65 ans, 4 enfants adultes, pasteur de diverses églises romandes, ancien président du RES, défenseur des plus faibles et des exclus

Norbert, pourrais-tu nous expliquer la vision du groupe appelé « CH-CH » qui vise à restaurer le Jeûne fédéral en Suisse ?

Notre vision est d'appeler le peuple suisse à retrouver les valeurs du Jeûne fédéral qui réaffirme notamment notre besoin de l'aide de Dieu au

niveau personnel, mais aussi pour notre pays.

Nous nous souvenons que ce jour a été un facteur d'unité, de paix et de compréhension mutuelle dans notre Etat fédéral.

Il s'agit simplement de se retrouver en famille, en communauté, entre amis, là où nous vivons, et librement et consciemment de mettre à part cette journée en lui redonnant son importance historique.

Quelles sont les personnes qui sont à la base de ce mouvement ?

Ce groupe, composé de chrétiens issus des trois régions linguistiques de la Suisse, s'est constitué dans le but de mobiliser les croyants de ce pays à reconsidérer l'importance de célébrer le Jeûne fédéral.

Quel est l'historique du Jeûne fédéral que vous souhaitez restaurer ?

A l'origine, afin d'unifier les



Image: m2d

Le Jeûne fédéral du 19ème siècle revu et corrigé par l'humoriste du 21ème

diverses pratiques cantonales, la Diète fédérale décida le 1er août 1832 de mettre à part le troisième dimanche de septembre comme un jour officiel de jeûne pour tous les cantons. Cette décision officielle a perduré jusqu'à aujourd'hui, même si dans de nombreux cantons elle a perdu son sens.

En effet, la Constitution a séparé l'Eglise et l'Etat, de sorte que nos autorités politiques, alors qu'elles sont favorables au maintien de cette fête, n'ont plus la possibilité de la convoquer et d'orienter son déroulement.

Pourtant, la Suisse est le seul pays au monde, avec Israël, à disposer d'un jour officiel qui invite sa population à s'arrêter pour vivre un jour de jeûne et de prière.

En Suisse alémanique, ce jour solennel se nomme : Dank-, Buss- und Bettag, ce qui veut dire jour de reconnaissance, repentance et intercession

Ces trois étapes correspondent à notre manière de vivre notre foi et amènent la population à remercier Dieu, à confesser les péchés et à intercéder en faveur du pays

et de ses autorités.

Le Jeûne fédéral trouve son fondement et sa motivation dans la promesse faite par Dieu à Salomon : « ... Si mon peuple sur qui est invoqué mon nom s'humilie, prie et cherche ma face, et s'il se détourne de ses mauvaises voies, alors je l'exaucerai des cieux, je lui pardonnerai son péché, et je guérirai son pays. » 2 Chr 7.14

Qui est ce peuple sur qui est invoqué le nom de Dieu ? Bien sûr, dans le contexte, c'était le peuple juif, mais pas seulement. Cette exhortation reste encore d'actualité aujourd'hui pour le peuple suisse et pour toute l'Eglise mise à part pour manifester le règne de Dieu dans le monde qui nous entoure et y amener les valeurs du Royaume de Dieu.

Que voilà une belle motivation à laquelle beaucoup de chrétiens intéressés par la politique suisse ne resteront sûrement pas insensibles.

INTERVIEW: PHILIPPE SIRAUT
romandie@evppev.ch



Un instantané de la Journée romande à Ouchy le 3 octobre
Dix-sept membres ont fait le point de la situation du Pev en Suisse et en Romandie et ont discuté des possibilités d'amélioration de la communication interne et vis-à-vis des médias. L'après-midi thématique a été consacrée à une présentation magistrale et passionnante du Dr S. Bobillier au sujet des questions d'homosexualité, de MPT, de PMA et de GPA.

Les lois indispensables sont sous toit

Avec la loi Covid 19 et la loi sur le CO2, le Parlement a mis sous toit deux projets de loi tout aussi importants que controversés lors de la session d'automne. D'autre part, une plus grande transparence dans le financement des partis ne fait pas l'unanimité et fait naufrage au Conseil national.

Au cours de la session d'automne, le Conseil national et le Conseil des Etats ont transposé l'ordonnance de nécessité (basée sur la loi sur les épidémies de l'OFSP) en droit ordinaire, la loi COVID-19. Le Parlement n'avait pratiquement aucun autre choix. Si le projet de loi avait été rejeté, différentes mesures relatives au COVID auraient expiré six mois après leur entrée en vigueur, soit en octobre. Ainsi, par exemple, une partie de l'aide financière d'urgence pour l'économie aurait été supprimée entraînant des conséquences drastiques pour les employeurs et les employés en Suisse. L'industrie de la culture, de l'événementiel et des médias aurait été ainsi livrée à elle-même. Les bases juridiques pour les mesures de prise en charge sanitaire dans le domaine de l'asile et de la justice manqueraient également. En bref : le Conseil fédéral aurait dû, pour le meilleur ou pour le pire, à nouveau recourir à l'état d'urgence. Cela ne devrait pas se passer puisque les deux conseils ont décidé de prolonger diverses mesures liées au COVID jusqu'à fin 2021 et pour certaines jusqu'à fin 2022.

La loi COVID est importante pour des raisons fondamentales. Elle donne une légitimité démocratique aux mesures politiques de lutte contre la pandémie du coronavirus et ses conséquences économiques. Seuls quelques conseillers voient les choses différemment. Le va-et-vient bien connu entre les deux conseils a mis en lumière que la loi n'est pas parfaite mais bel et bien nécessaire: des décisions importantes concernent par exemple la perte de gains pour les indépendants, l'indemnisation pour les employés à faible salaire en cas de chômage partiel, l'aide aux forains, l'aide financière pour les clubs de sport ou pour les entreprises du secteur événementiel et du voyage, et bien d'autres encore. Un autre point central des débats ayant duré plusieurs jours était la question de la future participation du Parlement et de la restriction des droits du Conseil fédéral pour le COVID. Le gouvernement ne doit pas uniquement impliquer les cantons, mais également les partenaires sociaux comme les associations des communes et des villes. Enfin, et ce n'est pas le point le moins important, le Parlement doit également être



Image: Dirk Meisel

Le PEV s'engage pour plus de transparence dans le financement des partis politiques afin d'accroître la crédibilité de la politique.

consulté.

Une large palette d'opposants a déjà lancé un référendum, en particulier en raison d'une prétendue obligation de vaccination. Il faut dire clairement à tous les concitoyens qu'en critiquant cette loi ils passent à côté de l'essentiel. Ce qu'ils critiquent est réglementé dans la loi sur les épidémies à laquelle le peuple a dit oui en 2012. Cela n'a rien à voir avec la loi sur le COVID.

Pas de transparence pour le financement des partis

Le Conseil national continue à se battre pour des règles claires en matière de financement des

partis. L'initiative sur la transparence a déjà été refusée par les deux chambres dans le passé. Elle demande que les dons de plus de 10'000 francs à un parti politique national, pour une campagne électorale ou pour une campagne de votation soient déclarés publiquement et ne puissent plus être effectués de manière anonyme. Le Conseil national a désormais également rejeté un contre-projet indirect à l'initiative sur la transparence. La commission a tellement édulcoré le contre-projet que la publication des principaux donateurs aux partis et aux comités électoraux ou de campagne aurait été complète-

8 et 15 novembre 2020

Nous voulons
nous tenir aux côtés
des chrétiens
persécutés.

SOYONS SOLIDAIRES!



**DIMANCHE
DE L'EGLISE
PERSECUTEE**

www.persecution.ch

Réseau
évangélique
suisse

Annonce

ment supprimée. La Conseillère nationale PEV Marianne Streiff a, au moyen d'une motion minoritaire, tenté de faire passer les exigences de l'initiative. Lors de son exposé, elle a argumenté de manière très claire que les dons importants de plus de 10'000 francs constituent une somme importante qui dépasse de loin le salaire mensuel moyen en Suisse. Cela a pour conséquence des attentes des donateurs et donc une dépendance directe des acteurs politiques. Malheureusement, cette proposition a été rejetée par deux voix de différence. Le Conseil national a donc rejeté le contre-projet indirect à l'initiative sur la transparence, qui était inefficace sous la forme présentée, par 168 voix contre 18 et 9 abstentions, et cela bien que tous sont d'accord sur le fait que la transparence et la crédibilité en politique sont un atout important et sur le fait que des règles sont nécessaires pour renforcer la confiance dans la politique. La Suisse est depuis longtemps invitée de manière insistante par de nombreuses organisations internationales à instaurer de la transparence dans le financement des partis politiques. Il est donc nécessaire d'agir.

De nouveaux modèles de soins à l'ordre du jour

Succès pour le postulat de la Conseillère nationale PEV Marianne Streiff ! L'an dernier, elle déposait une proposition titrée

« Mettre en place de nouveaux modèles de soins pour combler les lacunes de la couverture médicale ». Le Conseil fédéral est chargé d'étudier comment organiser les dispositions légales concernant les infirmiers et infirmières en pratique avancée (IPA) dans la loi fédérale sur les professions de la santé, comment intégrer leurs prestations à la LAMal (à la LAA, à l'AM, etc.) et comment structurer les tarifs de financement de leurs prestations. Le Conseil national a adopté ce postulat par 108 voix contre 74 et 3 abstentions.

Climat et loi sur le CO2

Au début de la troisième semaine de la session, des activistes du climat ont occupé la Place fédérale et cela illégalement puisque les rassemblements sur la Place fédérale sont interdits au cours des sessions. Ce rassemblement a obtenu la sympathie de personnes partageant les mêmes idées et a été toléré par les autorités bernoises et différemment apprécié par les membres du Parlement. L'Etat de droit vaut pour tous ! Le message des manifestants reste d'une brûlante actualité et d'une haute nécessité. Toutefois, la manière dont ils ont voulu faire passer leur message leur a coûté beaucoup de crédibilité. Dommage !

Pendant ce temps, les chambres siégeant à l'intérieur ont adopté la loi sur le CO2 totalement révisée. D'ici 2030, la Suisse doit, par rapport aux valeurs de 1990,



Le PPE demande la libération des personnes emprisonnées en Biélorussie parce qu'elles ont manifesté pacifiquement pour la démocratie.

diminuer de moitié ses émissions de gaz à effet de serre. La loi fixe la marche à suivre afin de satisfaire à ces obligations. Elle contient entre autres des taxes incitatives versées dans un fonds climatique revenant à la population du pays. Les deux conseils ont finalement approuvé la proposition de la conférence de conciliation. Les dernières controverses portaient sur les amendes lors du non-paiement par négligence de la taxe sur le CO2 et sur le montant de la taxe pour les vols privés.

Solidarité – également au niveau international

Nous demandons la justice et la dignité également pour les citoyens de la Biélorussie.

À la suite d'une demande, Marianne et Liliane ont accepté de parrainer deux prisonniers en Biélorussie et ont déclaré conjointement : « Nous demandons la libération immédiate de Yahor Prapakchuk et de son père Vital Prapakchuk ainsi que des autres détenus qui ont manifesté pacifiquement pour la démocratie et des élections équitables ainsi que pour le bien-être de leur pays. La liberté d'expression et de réunion pacifique doit être garantie ». Vital Prapakchuk et son fils Yahor Prapakchuk ont été arrêtés à Brest le 19 août. Père et fils sont soupçonnés de « participation à émeutes » en vertu de l'art.293 du code pénal biélorusse et se trouvent en détention préventive à Brest.

Solidarité avec les chrétiens opprimés !

■ **Veillée**

silencieuse

Judi 17 décembre 2020

tcsi-suisse.ch



■ **Fleurier** Place du Marché ■ **Fribourg** Rue de Romont ■ **La Chaux-de-Fonds** Place de la Gare ■ **La Côte-aux-Fées** Place du Village ■ **La Neuveville** Place de la Gare (centre des Épancheurs) ■ **Lausanne** Place St-Laurent ■ **Neuchâtel** Place Pury ■ **Strasbourg (F)** Avenue de l'Europe

■ D'autres veillées silencieuses auront lieu en Suisse alémanique et au Tessin.

« Pour les moutons noirs, la bonne volonté ne suffit pas ! »

... L'initiative en matière de responsabilité des entreprises est-elle nécessaire ou la contre-proposition adoptée par le Parlement ne serait-elle pas suffisante ? La Conseillère nationale du PEV, Marianne Streiff, souligne la nécessité de soutenir l'initiative pour protéger les enfants au Nigeria ou les travailleurs agricoles en Inde contre quelques grandes sociétés sans scrupules.



Marianne Streiff, Conseillère nationale et Présidente du PEV Suisse, membre du Comité bourgeois pour la responsabilité des entreprises

Marianne, en trois phrases : que demande l'initiative sur les multinationales responsables ? L'initiative sur les multinationales responsables exige en fait une chose simple et évidente. Lorsque des entreprises et leurs filiales à l'étranger empoisonnent des fleuves, détruisent des zones entières ou encore s'enrichissent grâce au travail des enfants, elles doivent pouvoir être rendues responsables des dommages qu'elles causent. Quiconque cause des dommages doit en être tenu responsable. Les droits de l'homme et les normes environnementales ne doivent pas s'arrêter aux frontières de la Suisse.

Pourquoi une telle initiative est-elle nécessaire ?

La majorité des entreprises se conforment volontairement aux règles. Malheureusement, il y a des entreprises régulièrement impliquées dans des violations des droits de l'homme ou dans des scandales environnementaux. Ils exploitent délibérément les faiblesses du

système juridique dans les pays étrangers afin d'accumuler des profits à court terme au détriment de la population locale et de l'environnement. Pour ces moutons noirs, la bonne volonté ne suffit pas, mais des règles juridiques claires et contraignantes sont nécessaires. Tous ceux qui suivent les règles n'ont rien à craindre.

Pourquoi cette initiative est-elle importante pour toi ?

Je ne peux tout simplement pas tolérer qu'une fabrique de ciment puisse gérer son entreprise proprement ici en Suisse, alors que dans le même temps elle laisse tout un village nigérian s'étouffer dans de la poussière de ciment. Je ne peux tolérer non plus qu'une entreprise retire des pesticides extrêmement toxiques du marché suisse, alors qu'elle utilise ce même pesticide dans l'état indien du Maharastra empoisonnant et tuant ainsi des centaines d'ouvriers agricoles dans les champs de coton. Un enfant africain ou un ouvrier indien ont-ils donc moins de valeur

que leur semblable suisse ? Cela méprise tout ce pourquoi le PEV et moi-même nous nous battons avec passion et conviction : la justice, la dignité humaine et la préservation durable de la création.

« Un enfant africain ou un ouvrier indien ont-ils donc moins de valeur que leur semblable suisse ? »

Si le peuple dit non, le contre-projet indirect du Parlement entrerait en vigueur. Celui-ci oblige les entreprises à faire preuve de diligence et à présenter régulièrement des rapports. Cela ne suffit donc pas ?

Malheureusement pas. Ce contre-projet alibi totalement inefficace est un simple exercice paravent. C'est pourquoi nous ne pouvions pas le soutenir au sein du Conseil national. Les entreprises n'auraient alors qu'à présenter régulièrement une brochure et ne pourraient toujours pas être rendues responsables des dommages qu'el-

les créent, elles ou leurs filiales. Cela signifie que si ce contre-projet entre en vigueur, les entreprises pourront continuer à piétiner les droits de l'homme et à détruire l'environnement dans d'autres pays, et cela sans être inquiétées.

Selon toi, quelles sont les chances que cette initiative soit acceptée le 29 novembre ?

Les chances du oui sont intactes. Le sujet de cette initiative trouve écho dans une grande partie de la population. Elle bénéficie également au sein de l'arène politique d'un large soutien, également de la classe bourgeoise, tout comme au sein du domaine économique. C'est pourquoi une partie de l'économie et des associations investissent des millions dans la campagne adverse et ne laissent rien au hasard dans leurs efforts pour discréditer l'initiative par de la désinformation volontaire.

C'est précisément pour cela que chacun de nous doit s'investir dans cette campagne. Ce n'est que si chacun de nous s'engage de toute sa force pour cette initiative dans son entourage personnel, dans ses associations, sa communauté religieuse, ses comités locaux, sur les médias sociaux et dans les médias régionaux que nous avons une chance. En effet, il y a une chose que nous ne devons pas oublier : nous ne devons pas seulement gagner la majorité des électeurs, mais la majorité des cantons est également nécessaire.



Quiconque cause un dommage doit en être tenu responsable. L'initiative demande en fait une évidence.

Contribuons-nous de manière cohérente à un monde plus pacifique ?

Le 29 novembre, l'initiative populaire « Pour une interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre » sera également soumise au vote. Elle demande que la Banque nationale, les fondations et les institutions de l'État et les institutions de prévoyance professionnelle telles que les caisses de retraite, l'AVS ou l'AI n'investissent plus à l'avenir dans des producteurs de matériel de guerre. L'Assemblée des délégués du PEV Suisse a décidé le 19 septembre de soutenir le OUI par 68 voix contre 0 et 5 abstentions. Lilian Studer, Conseillère nationale du PEV, nous fait part de ses réflexions sur cette initiative.

Souhaitons-nous une politique extérieure et une politique sécuritaire crédibles ? Que signifie la neutralité suisse pour nous ? Apportons-nous une contribution conséquente à un monde plus paisible ? Autant de questions que nous devons nous poser en relation avec l'initiative « Pour une interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre » sur laquelle nous voterons le 29 novembre 2020. La Suisse contribue globalement de manière positive et importante à la politique de la paix et j'en suis reconnaissante. Notre crédibilité est pourtant en jeu si nous n'apportons pas notre participation de manière conséquente là où nous en avons la possibilité. Ainsi, la place financière suisse est une des plus influentes du monde. Les activités de gestion de fortune en Suisse représentent à elles seules 25% des parts de marché des activités transfrontalières dans ce domaine au niveau mondial. La Suisse est ainsi l'acteur le plus important en matière de gestion de patrimoine transfrontalière. Ainsi en ce qui concerne la gestion de notre place financière, nous portons une responsabilité globale importante, en particulier en ce qui concerne un investissement éthiquement correct de l'argent.

Que vise le sujet de la votation « Pour une interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre » ? Elle demande que la Banque nationale ainsi que les fondations et les institutions de prévoyance publiques et professionnelles ne puissent pas financer

les producteurs de matériel de guerre. Sont considérés comme producteurs de matériel de guerre les entreprises qui réalisent plus de cinq pour cent de leur chiffre d'affaires annuel grâce à la production de matériel de guerre. En effet, de nombreux investisseurs n'excluent pas explicitement l'industrie de l'armement de leurs activités de gestion de fortune. Les investissements sont compréhensibles lorsqu'ils sont effectués pour la protection de son propre pays. Malheureusement, des investissements sont réalisés dans des entreprises d'armement dont le matériel de guerre est impliqué dans des conflits violents. Citons, par exemple, le groupe Lockheed Martin, la plus grande entreprise d'armement au monde. Les Emirats Arabes Unis ont bombardé des positions en Syrie et au Yémen avec des avions de chasse F-16 produits par Lockheed Martin. De nombreuses grandes banques suisses, des caisses de pension et la Banque Nationale Suisse n'excluent pas Lockheed Martin de leurs portefeuilles d'investissement. En 2017, l'UBS a investi au moins 532 millions de dollars américains dans ce groupe. Northrop Grumman est une autre entreprise américaine. Elle tire la quasi-totalité de ses revenus de la production de matériel de guerre. Cette société est également impliquée dans la production d'armes nucléaires. L'an dernier, le Crédit Suisse a investi plus de 100 millions de francs dans Northrop Grumman. L'initiative vise à fournir aux banques, aux fonds de pension



Action paquets de Noël

Participez ! Sous paquetsdenoel.ch vous trouverez une liste de 500 lieux de collecte dans toute la Suisse où vous pouvez déposer vos paquets de Noël.

Paquets pour adultes

1 kg de farine, 1 kg de riz, 1 kg de sucre, 1 kg de pâtes alimentaires, chocolat, biscuits, café (moulu ou en poudre), thé, dentifrice, brosse à dents (emballage orig.), savon (emballé dans une feuille d'aluminium), shampoing (bouchon scotché), papier à lettres, stylos, éventuellement cartes postales, bougies, allumettes, ficelle, chaussettes, bonnet, gants, écharpe

Paquets pour enfants

Chocolat, biscuits, friandises (bonbons, ours gélifiés, etc.), dentifrice, brosse à dents (emballage orig.), savon (emballé dans une feuille d'aluminium), shampoing (bouchon scotché), 2 cahiers ou blocs-notes, stylos, gomme, crayons de couleur ou feutres, 2-3 jouets tels que puzzle, balle, bulle de savon, peluche, petite voiture, etc. Éventuellement chaussettes, bonnet, gants, écharpe

Veillez SVP mettre tous les produits de la liste dans les paquets. C'est l'unique façon pour que les paquets passent la douane sans problème et cela garantit une distribution simple et équitable.

PC 30-22249-0 | IBAN CH74 0900 0000 3022 2249 0

www.paquetsdenoel.ch

ACP
acp-ch.org

ostmission.ch

Mission chrétienne
pour les pays de l'Est

HMK
hmk-aem.ch

licht im Osten
lio.ch

et aux gestionnaires d'actifs un garde-fou afin que plus aucun investissement ne soit fait dans ce domaine. Je pense que c'est la bonne chose à faire, car je ne souhaite pas que l'argent que nous investissons pour nos retraites continue à soutenir l'industrie des armes nucléaires et à en tirer des bénéfices.

LILIAN STUDER
CONSEILLÈRE NATIONALE PEV CH
lilian.studer@parl.ch

ClimatePartner^o climatiquement neutre

Impression | ID: 53458-1410-1071

IMPRESSUM

Accents : bulletin d'information
du Parti Evangélique Suisse (PEV)
16^{ème} année, numéro 2, 2020
Paraît deux fois par an.

Editeur : Parti Evangélique Suisse (PEV)
Case postale, Nâgeligasse 9, 3001 Berne, tél.
031 351 71 71 info@evppev.ch
www.evppev.ch / CCP 80-38232-2

Rédaction, gestion des adresses et des
abonnements : Parti Evangélique Suisse
(PEV):
Philippe Siraut, philippe.siraut@evppev.ch